



HAL
open science

Filiations de Robert Castel

Emmanuel Pierru

► **To cite this version:**

| Emmanuel Pierru. Filiations de Robert Castel. La vie des idées, 2012. <hal-03093132>

HAL Id: hal-03093132

<https://hal.science/hal-03093132v1>

Submitted on 3 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Filiations de Robert Castel

Emmanuel PIERRU

La pensée de Robert Castel a marqué la sociologie française des trente dernières années. Un ouvrage collectif s'emploie à discuter des thèses et concepts proposés par ce sociologue de la marginalité. Il ressort des contributions rassemblées un héritage de critique sociale adossé à la pratique sociologique.

Recensé : Robert Castel, Claude Martin, *Changements et pensée du changement. Échanges avec Robert Castel*. Paris, La Découverte, 2012. 362 p., 25 €.

Si Robert Castel dit n'avoir jamais voulu fonder une École préférant « bricoler dans son coin » comme il aime à le dire, il n'en reste pas moins qu'il est incontestablement devenu une figure majeure de la sociologie hexagonale et une référence pour les chercheurs œuvrant sur l'emploi, la protection et les politiques sociales ou encore l'État. Aboutissement d'une décennie de travail, la sortie en 1995 de son maître et monumental ouvrage *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat* a eu un impact tel qu'il est devenu presque immédiatement un « classique » de la sociologie contemporaine. Si sa réception a de loin débordé les seuls cercles savants, on ne compte plus les chercheurs qui y ont trouvé et y trouvent encore matière à penser pour alimenter leurs propres travaux et stimuler leur imagination sociologique. Depuis lors, Robert Castel a publié plusieurs ouvrages qui précisent et/ou approfondissent voir complètent certaines de ses hypothèses initiales. La nécessité se faisait sentir d'un bilan d'ensemble de la sociologie de Robert Castel, depuis ses premiers travaux sur la psychiatrie et la psychanalyse jusqu'à ceux consacrés à la « question sociale ». C'est précisément ce que propose cet ouvrage, dirigé par Claude Martin, avec ces échanges entre Robert Castel et une quinzaine de chercheurs réunis autour de lui sur le thème général du changement et de la pensée du changement.

Cet ouvrage collectif ne ressemble en rien à une énième concaténation de textes hétéroclites à finalité hagiographique (comme il est courant d'en trouver dans le monde académique, par exemple sous la forme des « mélanges en l'honneur de X »). S'il constitue forcément une forme d'hommage à Robert Castel, il s'agit bien au contraire d'une véritable discussion rigoureuse autour de la pensée de Castel depuis ses premiers travaux jusqu'aux plus récents.

Disons-le d'emblée, cet ouvrage est un livre important pour tout chercheur travaillant sur des sujets et/ou problèmes « sociaux » (au sens le plus large) dans lesquels la confrontation à la

sociologie de Robert Castel est désormais incontournable. Mais, plus largement, il intéresse tous les chercheurs en sciences sociales intéressés par les débats autour de « l'individu », « l'individualisation » ou encore du « risque » : le livre est en effet une critique salutaire du subjectivisme a-sociologique qui souffle depuis quelques années en sociologie sous couvert d'une réhabilitation *radical chic* du Sujet et/ou de la Singularité¹.

L'ouvrage se structure en cinq parties : la première partie est consacrée au thème du changement. La seconde porte sur la « société salariale à l'épreuve », la troisième est consacrée aux effets de brouillage entre travail et assistance, la quatrième chemine le long « des frontières de la société salariale » et la cinquième et dernière partie revient sur la conception que se fait Castel du métier de sociologue. À la fin de chaque partie, Robert Castel revient sur les contributions, les questions qu'elles posent, les enjeux qu'elles soulèvent, les objections qui lui sont faites, encore une fois sans éluder ou esquiver les critiques. Enfin, l'objectif du livre est de restituer le fil directeur de sa pensée – de la psychiatrie à la question sociale – et sa conception du métier de sociologue – qui fait l'objet d'un chapitre à part entière. Au total l'ensemble du livre est constitué de 25 chapitres qui sont autant de points de vue sur l'œuvre de Robert Castel. C'est peu donc de dire que l'ouvrage est dense. Inutile de dire qu'il est vain de vouloir ici restituer une telle matière qui porte sur des sujets et des objets parfois différents et qui excèdent les compétences de l'auteur de ces lignes. On se bornera simplement à dégager quelques éléments qui constituent forcément un pacte de lecture particulier. À chaque lecteur de conclure le sien tant les entrées dans l'ouvrage sont nombreuses.

Bien que Claude Martin précise dès les premières lignes que ce livre n'a pas pour ambition d'être une biographie intellectuelle, l'ouvrage donne des éléments biographiques qui permettent de mieux saisir le fil de la pensée de Castel. On lira les très belles pages du chapitre 24 dans lesquelles Gérard Mauger fait un portrait – en forme de socio-analyse – du sociologue : né en 1933, fils d'un employé des Ponts et Chaussées, baigné dans la culture républicaine et laïque, Robert Castel affronte l'épreuve de parents tragiquement et précocement disparus. Il passe un CAP d'ajusteur mécanicien au collège technique. Grand lecteur, il est remarqué par un professeur de mathématiques qui l'incite à poursuivre ses études. Boursier de la République au lycée, il passe l'agrégation de philosophie du secondaire et se lance dans une thèse sous la direction de Raymond Aron. Le livre se clôt par un dernier texte – « Buchenwald » - très personnel de Robert Castel qui est une belle reconnaissance de dette symbolique envers ce professeur de mathématiques, déporté pendant la seconde guerre mondiale, qui, en le poussant à poursuivre sa scolarité, a « changé sa vie » en faisant de lui un « miraculé scolaire » (p. 336). Cette trajectoire improbable qui l'incite très tôt à s'intéresser à aux « situations marginales, les destins mal assurés, les trajectoires erratiques », écrit Gérard Mauger, que ce soit sous les traits de la folie d'abord ou de la désaffiliation par la suite (p. 336).

Quel changement pour quelles pensées ?

Le texte inaugural de Robert Castel balise la discussion : « penser le changement : le parcours des années 1965-2010 ». La place de ce chapitre en tout début d'ouvrage peut surprendre : on aurait pu s'attendre à un texte théorique autour du concept de changement social

¹ Louis Pinto, *Considérations durkheimiennes. Le collectif et l'individuel*, Paris, Le Seuil, 2009.

puisque la question qui est posée par l'auteur est : « quelles sont les relations qui existent entre les changements du monde social et les changements de représentations de ce monde ? » (p. 23). En fait ce texte est une restitution de sa trajectoire intellectuelle qui fait d'ailleurs écho à la trajectoire biographique évoquée dans les derniers chapitres. Robert Castel brosse un tableau intellectuel des années 1960-1970, années de sa formation philosophique à l'École Normale Supérieure, où Castel rencontre des critiques d'orientations diverses (mouvances marxistes dont la plus importante est celle d'Althusser, l'anti-psychiatrie portée par Deleuze et Guattari, critique du système d'enseignement de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron, critique foucauldienne du pouvoir, etc.). Ces « années critiques » (p. 26) se déploient dans le contexte exceptionnel de développement économique et social, amorcé après-guerre, qui voit se déployer l'État social par le biais du développement des grandes assurances sociales. Ces années sont vécues par toute une génération comme « une promesse d'émancipation ». Pourtant, durant cette période glorieuse, persistent de grandes inégalités et des formes de domination institutionnelle (école, prison, asile) en contradiction avec la modernité qui vont précisément alimenter toutes les critiques sociales. Castel s'oriente alors vers une critique de la psychiatrie (et de la psychanalyse) qui « couvraient souvent des positions de pouvoir brutales, et que par exemple les malades mentaux, internés souvent à vie dans les hôpitaux psychiatriques, étaient traités d'une manière qui évoquait davantage l'obscurantisme que l'on prête au Moyen Age que ces idéaux démocratiques qui étaient censés présider au fonctionnement des institutions modernes » (p. 28). Ces luttes anti-institutionnelles, aussi radicales furent-elles, s'ancraient néanmoins sur « la conviction que demain serait meilleur qu'aujourd'hui » (p. 29). La décennie 1970 vient ébranler cette conviction : la « grande transformation » du capitalisme, qui d'industriel devient financier (ou néolibéral), heurte de front les protections sociales permises par le régime d'accumulation capitaliste qui avait prévalu jusque-là. Pour Robert Castel, l'ébranlement de la société salariale – comme « société de semblables » – impose une transformation radicale de la critique sociale dans la mesure où le capitalisme financier défait les liens de solidarité organique tissés dans la société industrielle. La mise en concurrence et en mobilité généralisée des travailleurs voit s'envoler les inégalités sociales jusqu'à reléguer aux marges une frange de plus en plus importante du salariat jusqu'alors « intégré ». La classe ouvrière perd alors sa centralité dans la question sociale laissant la place à un « précaire » qui ne peut accéder aux supports et aux protections attachés à l'emploi stable. À défaut de ces supports et de ces protections, la vie n'est plus que survie pour ces hommes et femmes dont l'existence ne tient qu'à un fil à l'instar de la vie de Micheline que livre Isabelle Astier dans le chapitre 11.

Le travail comme fondement anthropologique de la société salariale

La pensée de Robert Castel repose sur la conviction que, dans nos sociétés, c'est le rapport – malheureux – au travail qui continue de structurer (ou pas) les individus. Ils sont loin les débats des années 2000 sur la « fin du travail ». Numa Murard rappelle très justement que « le rapport au travail est à l'origine de tous les devenirs, au centre de toutes les relations, au motif de tous les jugements » (p. 152) et que, par conséquent, le travail engage plus que jamais la dignité et l'honneur sociaux des individus. Dans un chapitre éclairant, Serge Paugam rejoint ces constats : si l'on peut distinguer plusieurs types de liens sociaux auxquels sont associés autant de *formes de reconnaissance* (« source de l'identité et de l'existence en tant qu'homme » (p. 219), *le lien de participation organique*, assis sur l'emploi stable et une protection « contractualisée » reste à la source de la « reconnaissance (matérielle et symbolique) par le travail et de l'estime sociale qui en découle » (p. 219). Certes, on peut, comme le fait Patrick Cingolani – dans le

chapitre 4, voir dans l'emploi « classique » d'avant la seconde Grande Transformation une camisole de force capitaliste, valorisée qui plus est par le mouvement ouvrier. Or la transformation du capitalisme et la déstabilisation de la société salariale qu'il induit doit être, selon Cingolani, « l'occasion de desserrer le paradigme d'un travail qui serait le seul substrat de la société et de ses protections » (p. 86) en prenant pour exemple les mouvements de chômeurs et de précaires ou ceux des intermittents. On nuancera ce propos à partir des enquêtes sociologiques sur ces mouvements : le plus souvent les chômeurs et précaires investis dans ces mouvements entretiennent l'espoir de retrouver un « boulot normal » et voient dans ces organisations « un espace de consolation » qu'ils espèrent quitter un jour ou l'autre². La mobilité n'est bien sûr pas en soi une expérience nécessairement négative. Ce qui l'est c'est la mobilité *subie* dans un contexte de chômage de masse où les salariés tentent de sauver « leurs meubles », de sauvegarder leur honneur social – leur « normalité » serait-on tenté de dire – en s'accrochant à leur emploi, même le plus « aliénant ». La mobilité heureuse a des conditions économiques, sociales et culturelles de possibilité qui sont rarement réunies au bas de l'échelle sociale où le darwinisme économique fait rage. Il suffit, entre autres, de regarder l'actualité la plus brûlante – comme les luttes des salarié-e-s de Continental – pour mesurer le gouffre qu'il y a entre le désirable et la réalité. La mise hors jeu du circuit économique, même si l'on y souffre, est vécue plus douloureusement encore. Quand la période de chômage s'allonge, le travailleur est vu de plus en plus comme un « handicapé d'entreprise », pour reprendre la formule de Serge Ebersold³, voué à grossir les rangs de ceux qui sont devenus des mains inutiles pris dans les rets de l'« insertion à vie » et cette « immotilité » dont parle Marc-Henri Soulet dans le chapitre 12. Cette « immotilité » qui n'est autre que le contingentement institutionnel fût-il « palliatif » des désaffiliés condamnés alors à faire un surplace permanent dont le seul débouché est la mort sociale et psychique⁴. Les études concluant en ce sens ne manquent pas⁵.

Tous ces points rapidement évoqués sur les transformations de la société salariale sont particulièrement stimulants et ils le sont d'autant plus que Robert Castel les discute frontalement et ce faisant il ouvre de nouvelles pistes de réflexion. Néanmoins un point, à notre sens important, appelle une réserve importante.

La critique sociale et le métier de sociologue chez Robert Castel

Face à ces mutations profondes, Robert Castel nous dit que la sociologie doit avoir pour ambition de penser « le différentiel de nouveauté » (p. 38) entre la société d'avant la « grande transformation » néolibérale et celle qui advient après. Elle impose, selon lui, de repenser les catégories d'analyse sociologique, notamment la place et la fonction de l'État qui avait été pourtant la cible privilégiée de la critique sociale durant les Trente Glorieuses. La critique doit être « une histoire du présent » attentive aux « configurations problématiques » - en référence à

² Nous nous permettons de renvoyer sur ce point à notre thèse de doctorat, *L'Ombre des chômeurs. Chronique d'une indignité sociale et politique depuis les années 1930*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université de Picardie Jules Verne, 2003.

³ Ebersold (Serge), *Naissance de l'inemployable ou l'insertion aux risques de l'exclusion*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001.

⁴ Honneth (Axel), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Le Cerf, 2002.

⁵ Voir par exemple, Mesrine (Annie), « La surmortalité des chômeurs : un effet catalyseur du chômage ? », *Economie et statistique*, n° 334, 2000-4.

Norbert Elias - qui peuvent être définies comme « des nœuds de questions sur lesquels se cristallisent la plupart des tensions, des conflits et des enjeux qui affectent les membres d'une société » (p. 38). Le programme de la sociologie critique doit donc se centrer sur les facteurs qui remettent en cause le « vivre-ensemble » (p. 39) et les modalités d'accès à la citoyenneté comme y invite Jacques Donzelot en proposant une forme de citoyenneté urbaine s'ajoutant (se substituant ?) aux citoyennetés civile, sociale, politique (chapitre 23) ou encore Denis Merklen (chapitre 6).

Selon Robert Castel, il faut rompre avec un standard épistémologique de la discipline attachée à « recueillir et à interpréter les données sur la configuration actuelle des rapports sociaux » dans une posture qu'il appelle « présentiste » car « a-historiques » et a-critiques » (p. 37). Sont alors mises dans le sac « empirisme méthodologique, interactionnisme symbolique, ethnométhodologie, pragmatisme, études quantitatives et enquêtes d'opinion » qui reposent toutes sur le principe « de l'objectivité sociologique et de la neutralité de la recherche » que ce soit « la sociologie académique ou des innombrables usages sociaux de la sociologie qui la tire du côté des activités d'expertise. Ce sont des manières tronquées d'aborder l'analyse des faits sociaux » (p. 37) au nom du fait que sociologie ne peut être pas un « simple exercice académique » car le sociologue est « aussi un citoyen engagé dans la prise en charge des problèmes sociaux » (p. 39). Ce n'est pas ce dernier aspect qui pose problème – Castel revendique ici sa filiation durkheimienne – mais la dévalorisation de l'enquête de terrain qui constitue historiquement le cœur du métier de sociologue (celui-là même que l'on enseigne aux étudiants de sociologie).

Le lecteur peut être d'ailleurs étonné par la sévérité d'un tel jugement tant Robert Castel est prudent et nuancé dans ses propos tout au long du livre (ainsi que dans ses ouvrages bien évidemment). Dans ses réponses aux contributeurs, il reconnaît la nécessaire de division du travail scientifique et donc de la cumulativité des recherches (un « sociologue ne peut pas tout faire tout seul »), par exemple lorsqu'il répond à l'éclairant chapitre de Claude Martin sur les transformations de la question familiale en lien étroit avec celles de la question sociale (chapitre 17).

Ce jugement plus que sévère de Robert Castel sur l'état de la sociologie contemporaine apparaît largement injustifié. D'abord il y a en France un courant vigoureux à qui on ne peut pas reprocher le « présentisme » à savoir la socio-histoire⁶. Plus largement de très nombreuses recherches (sérieuses) construisent leur objet, surtout lorsqu'il s'agit de penser les « problèmes sociaux » – par une mise en perspective historique et par une critique réflexive et rigoureuse des matériaux (statistiques, archives, données ethnographiques, etc.) étayant leurs analyses.

Ensuite, et surtout, on voit mal sur quoi peut reposer une analyse sociologique « des configurations problématiques » dès lors qu'elle se détache de toute enquête empirique (qualitative et/ou quantitative) ? S'il s'agit de faire un « diagnostic du temps présent », comme y invite le chapitre 23, sur quoi un tel diagnostic peut-il bien se fonder sans le recours à l'enquête de terrain ?

⁶ Buton (François), Mariot (Nicolas), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009.

En effet, le sociologue attentif aux formes contemporaines de l'insécurité sociale peut-il, (par exemple) se dispenser de la connaissance des indicateurs statistiques qui permettent de « mesurer » le chômage, le sous-emploi ou la précarité ? Peut-il s'abstenir de prendre connaissance des travaux sur les transformations contemporaines de la condition ouvrière⁷ et plus largement du salariat⁸ ? Peut-il ignorer les processus multiformes d'invisibilisation des classes laborieuses et de leurs souffrances comme le note Gérard Mauger ? (p. 92-93). Peut-on faire l'impasse sur les conséquences politiques de cette Grande Transformation (néolibérale) comme le note très justement Nicolas Duvoux sur les ressorts politiques du ressentiment qui traverse tout le salariat nourrissant le vote d'extrême droite mais bien plus encore toutes les formes massives de non-vote⁹ dans les classes populaires. D'où pourrait bien venir les forces sociales susceptibles de soutenir et de supporter le redéploiement de l'État social pour qu'il reste social ? Sinon « d'en bas » alors d' « en haut » ? On peut en douter en lisant les travaux importants, empiriquement étayés, sur la sociologie de l'État en plein renouveau¹⁰. C'est d'ailleurs tout le sens de la contribution de Michel Chauvière qui décortique de façon éclairante la « casse des métiers » sociaux « *devenus en fait des accessoires d'exécution* » au nom des principes édictés dans la Loi relative aux lois de finance (LOLF) et la Révision générale des Politiques Publiques (RGPP) « qui ensemble imposent, à tous les niveaux de l'action publique, une représentation algorithmique de la gestion de l'entreprise France » (p. 130). Les fourches caudines de la rationalité gestionnaire et comptable ravageant tous les secteurs d'intervention publique à l'instar de la santé (de moins en moins) publique¹¹. L'État laisse de plus en plus le « social » en rade au profit d'un mode de gouvernement centré sur les seules considérations et objectifs financiers¹². Tout le problème est de savoir d'où et comment émergera la réforme de l'État social, souhaitée par Robert Castel, dans le sens d'une sécurisation des parcours professionnels – que préconisait le rapport Supiot en 1999¹³ – dans le cadre de marchés transitionnels que Bernard Gazier, un des meilleurs spécialistes de la question, analyse au chapitre trois de l'ouvrage. Le principe d'une telle réforme alliant flexibilité et sécurité a, depuis dix ans, très largement circulé dans le champ politique – à gauche comme à droite – comme dans le champ syndical – depuis la CGT jusqu'au MEDEF en passant par la CFDT – avec des acceptions évidemment très différentes voire contradictoires. La concrétisation d'une telle réforme, indexée sur le fameux « modèle danois », se fait encore attendre, surtout s'agissant du volet sécurisation des parcours car celui de la flexibilité en revanche a largement été appliqué depuis. En tout état de cause un constat s'impose dix ans après la publication de ce rapport : l'État est de moins en moins garant de cette propriété sociale qui est détricotée depuis près de trois décennies par des choix politiques et des options macroéconomiques systématiquement défavorables au salariat. L'analyse de l'histoire longue des transformations multi-séculaires du capitalisme doit à notre sens se combiner avec des analyses à la portée plus courte mais qui sont attentives à tous ces changements incrémentaux, impulsés par le politique, qui font aussi la Grande Transformation à laquelle on assiste.

⁷ Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux Montbéliard*, Paris, Fayard, 1995.

⁸ Paugam (Serge), *Le salarié de la précarité*, Paris, PUF, quadrige, 2007.

⁹ Dormagen (Jean-Yves), Braconnier (Céline), *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation dans les milieux populaires*, Paris, Le Seuil, 2007.

¹⁰ Bezès (Philippe), *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, 2009.

¹¹ Pierru (Frédéric), *Hippocrate malade de ses réformes*, Le Croquant, Bellecombes en Bauges, 2007.

¹² Bézès (Philippe), Siné (Alexandre), *Gouverner par les finances publiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2012.

¹³ Supiot (Alain), *Au-delà de l'emploi. Transformations du travail et devenir du travail en Europe*, Rapport pour la Commission Européenne, Paris, Flammarion, 1999.

Il nous semble acquis que de nombreuses recherches, faisant la part belle aux enquêtes de terrain peuvent donc efficacement alimenter la critique sociale que Robert Castel appelle de ses vœux, à commencer par toutes les contributions de ce livre important.

Publié dans laviedesidees.fr, le 26 septembre 2012

© laviedesidees.fr